
Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme

Alba Augier and Marie Fuerte



Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/12008>

DOI: 10.4000/revdh.12008

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Alba Augier and Marie Fuerte, "Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 07 June 2021, connection on 09 June 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/12008> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.12008>

This text was automatically generated on 9 June 2021.

Tous droits réservés

Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme

Alba Augier and Marie Fuerte

- ¹ La présente chronique recense les principales décisions rendues par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) d'octobre 2020 à février 2021. Durant cette période, le Venezuela a fait l'objet, au cours du mois de novembre 2020, de deux condamnations pour atteinte à la dignité à l'égard des personnes privées de liberté (I). La Cour a également sanctionné la Colombie et le Pérou, pour défaut de garantie de l'inamovibilité des procureurs exerçant provisoirement leurs fonctions (II). Enfin, la Cour s'est efforcée de compenser et de réparer les violations des droits de l'Homme commises pendant la dictature argentine (III).

I. La défaillance de l'Etat vénézuélien dans la protection des personnes privées de liberté

- ² La fin de l'année 2020 est marquée par la double condamnation du Venezuela par la CIDH. Tout d'abord, elle a sanctionné l'Etat dans une affaire mettant en cause des membres de la Garde nationale ayant abusé de leur pouvoir à l'encontre de détenus (A) ; puis a déploré le manque de personnel et d'infrastructures adéquates en matière de sécurité au sein d'un centre de détention pour mineurs (B).

A. La sanction de l'usage disproportionné et injustifié de la force

- ³ **Cour IDH, Affaire *Olivarez Muñoz y otros vs. Venezuela*¹ ; fond, réparations et dépens ; décision du 10 novembre 2020.**
- ⁴ En octobre 2003, dans la prison de Vista Hermosa située à Ciudad Bolívar, un mouvement de protestation revendique l'amélioration des conditions de détention et le

départ d'un membre de la Garde nationale² travaillant dans le centre pénitentiaire. Selon certains détenus, des membres de ce corps militaire auraient commis des actes de violence sur plusieurs personnes privées de liberté. Il était entre 7h et 7h30, le 10 novembre 2003, lorsque la Garde nationale est entrée dans le centre pénitentiaire de Vista Hermosa. Au cours d'une opération violente, sept détenus sont décédés et vingt-sept autres ont été blessés. Suite à ce dramatique événement, une enquête a eu lieu et deux autopsies ont été pratiquées sur les corps des victimes, la première n'ayant pas été correctement réalisée. Le 6 décembre 2016, les prévenus, quatre fonctionnaires de la Garde nationale, ont finalement été relaxés par la justice, considérant qu'il n'y avait pas assez de preuves permettant d'établir la responsabilité des accusés.

- 5 Insatisfait de cette décision, les proches des victimes décédées mais également les personnes blessées ont décidé de saisir la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, qui a condamné l'Etat vénézuélien. Relevons que ce dernier a pleinement reconnu sa responsabilité au sujet de la violation des droits à la vie et à l'intégrité de la personne³, ce que la Cour valorise.
- 6 Tout d'abord, après avoir rappelé le caractère fondamental du droit à la vie, la Cour précise que tout individu doit le respecter, y compris les agents de l'Etat. Ce dernier a même l'obligation d'édicter un cadre juridique dissuadant les individus d'y porter atteinte et donnant les moyens à la justice d'enquêter, de punir et de permettre une réparation en cas de violation dudit droit.
- 7 Cette affaire est l'occasion pour la Cour de préciser sa jurisprudence relative à l'usage de la force de la part des agents de l'Etat. Bien qu'il soit admis pour garantir la sécurité de la population et préserver l'ordre public, il doit répondre à des conditions strictes afin qu'elle puisse le considérer comme légitime et non arbitraire. Ces principes sont les suivants : les conditions d'emploi de la force doivent être prévues par la loi ; le recours à la force doit poursuivre un objectif légitime, répondre à l'exigence d'absolue nécessité et de proportionnalité. Il résulte de l'instruction que ces conditions n'ont pas été respectées par la Garde nationale vénézuélienne lors de son opération au centre pénitentiaire de Vista Hermosa. En effet, la Cour a précisé qu'aucun élément ne permet d'établir les motifs pour lesquels la Garde nationale était intervenue, violant le principe d'objectif légitime. De plus, la condition de proportionnalité fait également défaut puisqu'un flou existe sur la question de savoir si une mutinerie était en cours. Aucune preuve ne permet effectivement de démontrer que les agents de la Garde nationale auraient fait usage de la force dans le cadre de la légitime défense, pour défendre des tiers ou encore pour éviter une évasion. Rien ne permet non plus d'établir que l'utilisation d'armes à feu et d'armes létales était inévitable, ce qui viole également le principe d'absolue nécessité. Enfin, quant au principe de légalité, la Cour a considéré qu'elle ne disposait pas d'assez d'éléments pour l'apprécier. Au regard de ce qui précède, la Cour considère que la Garde nationale vénézuélienne a utilisé la force de manière arbitraire et a violé les articles 4.1, 5.1 et 5.2 de la Convention de San José⁴.
- 8 Cette affaire est également l'occasion pour la Cour de rappeler que les Etats sont tenus de garantir les droits des personnes détenues, dont les libertés sont déjà particulièrement réduites. L'usage de la force à leur encontre doit donc être strictement délimité. La Cour revient sur l'article 8 de la loi pénitentiaire en vigueur au moment des faits. Celui-ci prévoit que les corps militaires peuvent se voir confier la surveillance extérieure des centres pénitentiaires, à condition qu'ils s'abstiennent d'intervenir au sein de ces établissements, sauf lorsque le chef d'établissement le

demande expressément. Or, la Cour émet d'importantes réserves à l'égard de cette loi. En effet, elle estime que les missions destinées à assurer la sécurité et la surveillance des personnes détenues doivent être confiées à du personnel civil formé à cette fin et distinct des corps militaires. Toutefois, lorsque leur intervention est rendue nécessaire, elle doit être exceptionnelle, subordonnée et complémentaire à celle des autorités pénitentiaires, encadrée par des normes juridiques et placée sous le contrôle de la justice⁵. La juridiction internationale précise que la loi pénitentiaire vénézuélienne ne respectait pas ces principes, ce qui a rendu possible la réalisation de ce drame. Elle conclut donc à la violation de l'article 2 de la Convention⁶.

- 9 Dans une deuxième partie, la Cour s'interroge plus précisément sur la procédure judiciaire interne. D'une part, elle rappelle que du droit d'accéder à la justice découle le droit, pour les victimes ou leurs proches, à ce que tout soit mis en œuvre pour rétablir la vérité, enquêter, juger et sanctionner les éventuels auteurs. Le devoir d'enquêter ne correspond pas, selon la Cour, à une obligation de résultat mais à une obligation de moyens, ce qui signifie que toutes les diligences nécessaires doivent être accomplies. De plus, la Cour précise que l'enquête, menée à l'encontre d'agents de l'Etat qui ont fait usage d'armes à feu ayant eu de lourdes conséquences, doit être sérieuse, indépendante, impartiale et effective. Elle évoque également l'exigence du délai raisonnable de jugement : un prolongement excessif de ce délai peut entraîner la violation des garanties judiciaires.
- 10 En l'espèce, la juridiction internationale estime que toutes les diligences n'ont pas été mises en œuvre. En effet, les faits n'ont pas été clarifiés, les responsables n'ont pas été identifiés, aucune réparation n'a été octroyée aux victimes. Les autopsies n'ont en outre pas été réalisées correctement. De telles erreurs ont conduit à ce que l'enquête prenne un retard considérable, des périodes d'inactivité ayant pu être constatées, alors même que la complexité de l'affaire ne le justifiait pas. Par conséquent, la Cour conclut à la violation des articles 8.1 et 25.1 de la Convention⁷.
- 11 La Cour s'intéresse également à l'obligation d'enquêter sur de potentiels actes de torture ou traitement cruels, inhumains ou dégradants qui auraient pu être commis. En l'espèce, elle précise qu'en raison des résultats des autopsies et des témoignages de détenus faisant état de tels actes, l'Etat aurait dû enquêter pour déterminer si les personnes privées de liberté avaient subi des mauvais traitements. L'Etat vénézuélien a donc violé les articles 8.1 et 25.1 de la Convention, mais également les articles 1, 6 et 8 de la Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture⁸.
- 12 Enfin, dans une troisième et dernière partie, la Cour précise qu'en vertu de la reconnaissance, par l'Etat, de sa responsabilité, et de la présomption *iuris tantum*, l'Etat vénézuélien est condamné pour violation du droit à l'intégrité de la personne, consacré à l'article 5.1 de la Convention au bénéfice des proches des victimes décédées⁹.
- 13 Outre l'indemnisation des victimes et de leurs proches, et la publication de la décision sur des sites étatiques officiels, la Cour a ordonné plusieurs autres mesures à l'Etat vénézuélien. Tout d'abord, il doit rouvrir l'enquête et le procès pénal afin de faire la lumière sur ce qui s'est produit, sans que le principe *non bis in idem* ne puisse être invoqué. Ensuite, l'Etat doit fournir gratuitement un traitement non seulement médical aux personnes blessées, mais aussi psychologique et/ou psychiatrique, ainsi qu'aux proches des victimes décédées. Enfin, la Cour remarque les progrès effectués par le Venezuela, notamment grâce à l'adoption du Code organique pénitentiaire en 2015, qui met fin à une législation contraire à la Convention sur de nombreux points. Toutefois,

elle précise que l'article 92 de ce Code prévoit encore des exceptions à l'interdiction, pour les autorités militaires, d'entrer avec leurs armes dans un centre pénitentiaire ; exceptions qui ne sont pas délimitées de façon suffisamment précise, ce qui peut laisser place à des interventions discrétionnaires¹⁰.

B. La sanction des carences de sécurité dans un centre de détention pour mineurs

14 **Cour IDH, Affaire Mota Abarullo y otros vs. Venezuela, Fond, réparations et dépens, décision du 18 novembre 2020.**

15 A l'occasion de cette affaire, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a rappelé que l'Etat doit assumer son rôle de garant vis-à-vis des personnes mineures privées de liberté avec la plus grande diligence possible. Cela inclut le devoir de fournir les soins, la protection et l'assistance nécessaires au développement sain de ces personnes.

16 En l'espèce, cinq jeunes qui avaient intégré un centre de détention pour mineurs ont trouvé la mort en juin 2005, suite à un incendie déclenché dans leur cellule, alors qu'ils étaient majeurs. La Cour a tout d'abord souligné que, bien que les victimes en l'espèce aient atteint l'âge de 18 ans lorsque l'incendie s'est déclaré, leur privation de liberté était la conséquence d'infractions à la loi pénale commises alors qu'elles étaient encore mineures.

17 Conformément à sa jurisprudence antérieure¹¹, la Cour estime donc opportun, dans la présente affaire, de tenir compte des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1990, notamment de ses articles 37.c et 40. Ainsi convient-il d'étendre le régime juridique applicable aux mineurs privés de liberté à ceux qui deviennent majeurs pendant qu'ils purgent leur peine. À cet égard, le simple fait d'atteindre l'âge de 18 ans ne soustrait pas les jeunes privés de liberté dans les institutions pour adolescents à la protection spéciale que l'Etat doit leur assurer. En ce sens, le Comité des droits de l'enfant a indiqué que « *les systèmes de justice pour enfants devraient aussi accorder une protection aux personnes qui avaient moins de 18 ans lorsque l'infraction a été commise mais qui ont eu 18 ans pendant le procès ou le processus de détermination de la peine* »¹². L'Etat est garant de la protection de la dignité des personnes incarcérées, et cette responsabilité s'intensifie dès lors qu'il est question de détenus mineurs. Par conséquent, la Cour a examiné l'affaire à la lumière des mesures spéciales de protection qui doivent être garanties aux adolescents.

18 A titre préliminaire, la Cour rappelle que toute personne détenue doit l'être dans des conditions compatibles avec le respect de sa dignité humaine¹³. De même, la santé, le bien-être et la sécurité des prisonniers doivent être assurés de manière adéquate. L'Etat doit donc anticiper les situations qui pourraient conduire, par action ou par omission, à la violation du droit à l'intégrité de la personne humaine ou du droit à la vie.

19 Dans cette affaire, la Cour juge que les conditions de détention au sein du centre San-Félix sont attentatoires à la dignité humaine et sont constitutives de mauvais traitements. La Cour fonde également en partie la responsabilité de l'Etat vénézuélien sur l'absence de mesures préventives susceptibles de contenir certains actes de violence ou émeutes à l'intérieur du centre.

20 Les faits de l'affaire ont ainsi révélé des conditions de détention indignes ainsi que l'insuffisance des infrastructures du centre San-Félix. D'une part, au moment des faits,

le centre hébergeait une cinquantaine de détenus pour une capacité d'accueil maximale de trente personnes. A cet égard, la Cour affirme que la surpopulation carcérale porte gravement atteinte à la dignité humaine. D'autre part, l'aménagement du centre ne permettait pas une séparation effective entre les détenus mineurs et majeurs, et entre les détenus inculpés et condamnés. En outre, le programme de réinsertion sociale s'est également avéré inopérant au moment des événements. Le personnel, en sous-effectif, ne pouvait pas non plus contrôler les faits et gestes de tous les détenus, facilitant ainsi la circulation d'objets interdits et dangereux entre ces derniers. Ces carences ont conduit à un environnement instable et dangereux, les altercations entre détenus étant fréquentes et de plus en plus violentes.

- 21 Les lacunes du centre se sont d'autant plus révélées lorsque les victimes ont mis le feu à leur matelas au sein de leur cellule, afin de se protéger d'une éventuelle attaque d'autres détenus. En effet, les agents de surveillance n'ont pas su réagir rapidement et intervenir efficacement face à la rapide propagation des flammes, ni même en amont lorsque les frictions entre détenus se sont faites ressentir. Le manque d'infrastructures adéquates et basiques, telles qu'un plan d'évacuation, un système d'alarme incendie ou encore des extincteurs, n'a fait qu'aggraver l'insécurité du centre. Les agents de sécurité n'ont pas été en mesure d'ouvrir la cellule afin de faire évacuer les cinq victimes. Il convient également de relever que le personnel du centre n'a pu compter sur une assistance extérieure utile. En effet, la première équipe de pompiers est intervenue près de 20 minutes après leur appel et ne disposait ni d'eau ni des équipements nécessaires pour accéder à l'édifice. Trois des victimes sont mortes sur le coup, les deux autres ont été transférées dans une clinique, qui a d'abord refusé de les prendre en charge en raison d'absence de convention de partenariat entre les deux établissements.
- 22 En définitive, l'Etat vénézuélien, malgré sa position particulière de garant à l'égard des enfants et des jeunes adultes privés de liberté, n'a pas observé les mesures nécessaires pour que les cinq victimes du centre soient hébergées dans des conditions dignes et pour que soit sauvegardée leur intégrité physique. La Cour conclut donc à la violation des articles 4.1 (droit à la vie), 5.1, 5.4, 5.5 et 5.6 (droit à l'intégrité de la personne humaine) et 19 (droits de l'enfant) de la Convention.
- 23 Enfin, la Cour rappelle que les Etats parties doivent garantir aux victimes présumées ou à leur famille un accès effectif à la justice, et ce dans un délai raisonnable. Il ressort en effet d'une jurisprudence constante de la Cour¹⁴ qu'un retard prolongé dans la procédure constitue en soi une violation des garanties judiciaires. En l'espèce, plus de 15 ans après les faits, les enquêteurs n'ont toujours pas éclairci avec précision les circonstances de l'incendie : une reconstitution des faits a été effectuée un an après celui-ci, alors que les installations du centre avaient été modifiées ; impossible donc d'en tirer des éléments de preuves pertinents... L'audience a été différée plus de 60 fois et les responsables restent impunis. Les proches de victimes sont encore dans l'attente que justice soit faite. La Cour conclut donc à la violation du droit à un procès équitable et du principe de célérité des procédures, énoncés aux articles 8.1 et 25.1 de la Convention.
- 24 A titre de réparation, la Cour enjoint à l'Etat vénézuélien de clôturer l'enquête et de juger les responsables, de mettre en place un plan d'évacuation en cas d'incendie dans les centres de détention pour mineurs qui n'en comptent pas déjà un et, enfin, d'indemniser les proches des cinq jeunes décédés dans l'incendie.

II. L'absence de garantie de l'inamovibilité des Procureurs

- 25 La CIDH a été amenée à se prononcer à deux reprises sur l'insuffisance de la protection accordée aux procureurs par intérim d'abord en Colombie (A), puis au Pérou (B).

A. La sanction du défaut de protection de la fonction de Procureur en Colombie

- 26 **Cour IDH, Affaire *Martínez Esquivia vs. Colombia* ; Exceptions préliminaires, fond et réparations ; décision du 6 octobre 2020.**
- 27 La décision rendue par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme le 6 octobre 2020, dans l'affaire *Martínez Esquivia vs. Colombia*, est une décision particulièrement importante, comme le souligne le juge Eduardo Ferrer Mac-Gregor Poisot dans son opinion séparée¹⁵. C'est en effet la première fois que la Cour se prononce précisément sur les garanties dont doivent bénéficier les Procureurs au titre de l'exigence essentielle de l'indépendance de la justice et en raison de la nature de leurs fonctions. Une telle décision constitue donc une avancée importante dans le système de protection interaméricain des droits de l'Homme puisqu'elle renforce la sauvegarde des droits contenus dans la Convention de San José à l'égard d'une catégorie d'opérateurs de justice dont la protection faisait défaut.
- 28 En l'espèce, Madame Martínez Esquivia avait été nommée, le 12 mars 1992, juge d'instruction de Mompox de manière provisoire, puis le 1^{er} juin de la même année, Procureure, sans que la nature et les conditions de sa nomination lui aient été précisées. Conséquence : la requérante est restée en fonction pendant douze ans temporairement sans qu'aucune condition résolutoire ne soit définie¹⁶. Le 29 octobre 2004, le Procureur général de la Nation décide de mettre fin à ses fonctions en édictant un acte administratif non motivé. Cette révocation a été justifiée par l'Etat colombien comme nécessaire au bon fonctionnement du service public de la justice. Insatisfaite, Madame Martínez Esquivia décide d'exercer l'ensemble des recours offerts par la justice colombienne pour obtenir sa réintégration dans ses fonctions et le paiement des salaires qu'elle aurait dû percevoir. Mais aucun d'eux ne conduit à droit à sa demande.
- 29 Estimant qu'une atteinte est portée à ses droits, la requérante décide de saisir la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Après avoir rejeté les exceptions préliminaires soulevées par l'Etat colombien¹⁷, la juridiction internationale s'intéresse aux potentielles violations des droits contenus dans la Convention pouvant concerner les Procureurs, et en particulier des Procureurs vacataires.
- 30 La Cour commence par rappeler les garanties dont bénéficient les juges au titre de l'indépendance de la justice, à savoir le droit de bénéficier d'une procédure objective de nomination, l'inamovibilité et la protection contre d'éventuelles pressions extérieures. Au regard des fonctions qu'ils exercent, la Cour estime que cette indépendance est fondamentale et constitue une exigence de la séparation des pouvoirs qui doit être pleinement garantie¹⁸. Une telle protection doit être octroyée non seulement aux juges, mais également aux Procureurs¹⁹ puisqu'à défaut des mêmes garanties, leur indépendance et leur objectivité seraient mises en danger²⁰. Dans cet arrêt, la Cour

insiste notamment sur l'exigence d'inamovibilité qui permet de protéger les Procureurs, comme les juges, de potentielles représailles dont ils pourraient faire l'objet en raison des décisions qu'ils rendent. Cela implique plusieurs conséquences : tout d'abord, seules des raisons précises doivent permettre de mettre un terme à leurs fonctions, au moyen d'une procédure conforme aux garanties judiciaires ou parce que leur contrat arrive à échéance ; ensuite, une révocation n'est possible qu'en cas de faute disciplinaire grave ou d'incompétence ; enfin, toute procédure engagée à l'encontre d'un Procureur doit être juste, objective et impartiale²¹.

- 31 Est ensuite abordée plus précisément la situation des Procureurs vacataires²², dont la requérante fait partie, et qui bénéficient d'une inamovibilité relative, l'Etat colombien faisant une distinction entre ceux-ci et ceux recrutés par concours. Elle estime que leur statut particulier ne doit pas permettre de les révoquer librement et d'affaiblir les garanties dont ils doivent bénéficier afin qu'ils puissent exercer correctement leurs fonctions²³. Par conséquent, la cessation des fonctions d'un Procureur vacataire ne peut résulter que de l'une des deux conditions suivantes : la réalisation d'une condition résolutoire ; la commission de fautes disciplinaires graves ou de l'incompétence professionnelle²⁴.
- 32 Pour revenir au cas d'espèce, la Cour constate que le flou entourant la nomination de Madame Martínez Esquivia en tant que Procureure l'a placée dans une situation d'incertitude, dans la mesure où elle ne connaissait ni les termes de sa désignation, ni la durée pour laquelle elle était nommée. La Cour insiste alors sur le fait que de telles nominations doivent demeurer l'exception. Elles ne doivent pas se prolonger démesurément dans le temps au risque de mettre en danger l'indépendance et l'impartialité de ces fonctionnaires dont la révocabilité les rend vulnérables à des pressions. Les Procureurs vacataires pouvaient en effet en l'espèce être remerciés par un acte administratif non motivé. Or, pour la Cour, la motivation des décisions administratives est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de la justice, pour éviter tout risque d'arbitraire mais également pour limiter l'action de l'Administration afin qu'elle ne réduise pas de manière discrétionnaire les droits dont bénéficient les administrés²⁵. La cessation des fonctions de la requérante aurait donc dû être effectuée au moyen d'un acte administratif motivé puisqu'elle ne résulte ni d'une procédure disciplinaire²⁶, ni de la réalisation d'une condition résolutoire²⁷.
- 33 Au regard de ce qui précède, la Cour considère que l'Etat colombien a violé l'article 8.1 de la Convention au titre du non-respect des garanties judiciaires, l'article 2 mais également l'article 23.1.c) qui garantit l'égal accès aux emplois publics. Ce dernier implique en effet que les conditions et les procédures relatives à la nomination, l'évolution de carrière, la suspension et la destitution des fonctions soient objectives. En l'espèce, la révocation était arbitraire en raison du défaut de motivation de l'acte administratif et de l'absence de raison objective la justifiant.
- 34 La Cour interaméricaine des droits de l'Homme s'intéresse ensuite à la question de savoir si Madame Martínez Esquivia a bénéficié d'un recours effectif pour faire valoir ses droits, exigence posée à l'article 25.1 de la Convention. S'il ressort que le recours en annulation et en rétablissement de droit introduit devant le Conseil d'Etat était bien un recours adapté pour que la requérante puisse contester l'acte administratif mettant fin à ses fonctions, elle n'a toutefois pas pu obtenir de jugement au fond en raison du dépassement des délais de recours. De plus, le recours exercé ne peut pas être considéré comme ayant été effectif au moment des faits²⁸.

- 35 Le recours exercé devant le juge constitutionnel (« *acción de tutela* ») ne s'est pas non plus en l'espèce avéré être un recours efficace dans la mesure où malgré la jurisprudence de la Cour constitutionnelle colombienne exigeant la motivation des actes administratifs de révocation, le recours de la requérante a été rejeté au motif qu'il ne s'agissait pas d'un recours adapté pour demander l'annulation de la décision dont elle avait fait l'objet. La Cour interaméricaine considère donc que l'Etat colombien a violé les droits à la protection et aux garanties judiciaires mentionnés aux articles 8.1 et 25.1 de la Convention. Elle condamne également l'Etat colombien sur le fondement du non-respect de l'exigence du délai raisonnable de jugement pour avoir mis presque quatre ans à juger un recours en appel interjeté par la requérante devant le Tribunal supérieur de Carthagène afin de bénéficier d'une protection syndicale²⁹. Outre l'indemnisation de Madame Martínez Esquivia et la publication de la décision sur des sites officiels étatiques, la Cour demande à l'Etat colombien, en vertu de l'article 2 de la Convention, de modifier son droit interne afin de garantir pleinement l'inamovibilité des Procureurs vacataires en adoptant des mesures relatives à leur nomination et la cessation de leurs fonctions³⁰.
- 36 Soulignons que le défaut de protection des Procureurs vacataires n'est pas propre à la Colombie. D'autres Etats du continent américain, notamment le Pérou, rencontrent les mêmes difficultés.

B. La sanction de l'éviction discrétionnaire d'un Procureur par intérim péruvien

- 37 **Cour IDH, Affaire Casa Nina vs. Perú ; fond, réparations et dépens ; décision du 24 novembre 2020**
- 38 Julio Casa Nina a été nommé procureur adjoint provincial par intérim pour la première fois au mois de juin 1998. Après plusieurs renouvellements, le dernier datant d'avril 2002, le Parquet a mis fin à ses fonctions de procureur en janvier 2003. Le requérant a introduit une série de recours contre la décision d'éviction restés infructueux³¹.
- 39 Saisie de l'affaire, la Cour interaméricaine estime que le droit à un recours effectif, consacré à l'article 25.1 de la Convention, a été bafoué en l'espèce. Elle rappelle que l'Etat doit garantir le bon fonctionnement des services de justice ainsi que l'inamovibilité des juges et des fonctionnaires par intérim, lesquels ne peuvent être déplacés, rétrogradés, révoqués ou suspendus de leurs fonctions, sans la mise en œuvre de procédures protectrices. La Cour reprend à l'identique la solution rendue dans l'affaire précitée *Martínez Esquivia v. Colombia*, dans laquelle elle conclut que la garantie de stabilité et d'inamovibilité des juges, visant à sauvegarder leur indépendance, s'applique également aux procureurs en raison de la nature des fonctions qu'ils exercent. Pour la Cour, le principe d'inamovibilité incarne, tant pour les juges que pour les procureurs, l'une des principales garanties de leur indépendance à l'égard des pouvoirs politiques comme de toute pression extérieure.
- 40 Par ailleurs, le licenciement d'un procureur par intérim doit exclusivement être fondé sur des motifs légaux. Il ne peut intervenir que lorsque la condition résolutoire du contrat se réalise, lorsque son mandat arrive à échéance, lorsqu'un Procureur permanent entre en fonction ou encore lorsque l'intéressé a commis une faute disciplinaire grave ou se révèle être incompetent. Quand bien même l'éviction serait légalement fondée, la décision doit en outre être dûment motivée afin de garantir au

procureur évincé le droit à un procès équitable. Autrement dit, les procureurs par intérim doivent bénéficier des mêmes garanties dont disposent les procureurs permanents.

- 41 En l'espèce, la décision d'éviction de Monsieur Julio Casa Nina ne répondait à aucun motif légal permettant de sauvegarder son indépendance. Le Parquet, pour justifier sa décision d'éviction, indique que le maintien du requérant dans ses fonctions de procureur provisoire dépend des « besoins du service », de sorte qu'il se dit aussi habilité à décider, de manière discrétionnaire, quand l'institution peut se passer des services de l'intéressé.
- 42 La Cour interaméricaine des droits de l'Homme, en fondant sa compétence en matière de droit du travail sur l'article 26 de la Convention, précise les contours du principe d'égalité admissibilité aux emplois publics énoncé à l'article 23.1 c) de la Convention : ce droit n'est pleinement effectif que si le maintien en fonction de l'intéressé est garanti. La Cour condamne alors le Pérou pour manquement dans le cadre de l'obligation d'assurer la garantie de l'inamovibilité des procureurs. Elle estime également que l'Etat méconnaît son obligation de garantir le droit au travail et la stabilité de l'emploi dès lors qu'il ne protège pas les fonctionnaires des évictions arbitraires.

III. L'exigence fondamentale de réparation des dommages résultant de la dictature

- 43 **Cour IDH, Affaire *Almeida vs. Argentina* ; fond, réparations et dépens ; décision du 17 novembre 2020**
- 44 A l'image de plusieurs pays d'Amérique Latine comme le Chili, l'Uruguay ou encore la Bolivie, l'Argentine a connu une dictature militaire particulièrement violente. Le 24 mars 1976, une junte militaire, dirigée par le général Rafael Videla (1925-2013) et l'amiral Emilio Eduardo Massera (1925-2010), fomenta un coup d'Etat et renversa Isabel Perón, Présidente depuis 1974. Cette dictature militaire, qui porte le nom de « *Processus de réorganisation nationale* », a eu recours à des pratiques fortement violentes et répressives à l'encontre des opposants : enlèvements, privations de liberté au sein d'environ quatre-cents centres de détention clandestins, tortures, disparitions forcées. En sept ans, on dénombre 30 000 disparitions, 15 000 personnes fusillées, 9 000 détenus et 1 500 000 personnes déplacées³². Environ cinq-cents enfants³³ auraient en outre été enlevés à leurs parents portés disparus pour être placés dans des familles partageant l'idéologie de la dictature. L'un des objectifs de la dictature militaire argentine était de réprimer et de réduire à néant les mouvements sociaux qui ont éclaté à partir de 1969 à l'initiative d'étudiants et d'ouvriers. La dictature militaire prendra finalement fin en décembre 1983 à la suite de la défaite de l'armée argentine dans la reconquête des îles Malouines occupées par l'Angleterre. Après son élection, le nouveau Président Raul Alfonsín (1927-2009) décide de poursuivre en justice plusieurs dirigeants de la junte militaire³⁴.
- 45 Cette dictature ayant fait de nombreuses victimes, plusieurs mesures ont été mises en place par l'Argentine afin de réparer leurs dommages. En 1984, plusieurs lois permettent aux fonctionnaires de l'Etat qui avaient été démis de leurs fonctions en raison de leurs opinions politiques ou syndicales de réintégrer leur poste. Des dispositions législatives vont également être édictées à partir de 1991 afin d'indemniser

les préjudices subis par les victimes de la dictature suite à un accord trouvé avec la Commission interaméricaine des droits de l'Homme³⁵. L'une de ces lois, promulguée le 27 novembre 1991, octroie une indemnisation aux personnes qui ont été mises à disposition du pouvoir exécutif national pendant la durée de l'état de siège mais également aux civils qui ont été placés en détention en vertu d'actes provenant de tribunaux militaires³⁶. Étaient à l'origine exclues de cette loi les personnes ayant été placées sous le régime de la liberté surveillée *de facto*, c'est-à-dire celles dont la mesure n'avait pas été décidée par le biais d'un acte émis par les autorités. Toutefois, la Cour suprême de justice a opéré un revirement de jurisprudence en 1997 dans son arrêt *Noro, Horacio José C. Ministerio del Interior*. Elle accepte alors d'indemniser des victimes placées sous ce régime, considérant que « l'objectif de la loi était d'octroyer une compensation économique aux personnes privées de leur droit constitutionnel à la liberté sans tenir compte de la forme de l'acte aboutissant à une telle privation »³⁷. Ce progrès jurisprudentiel a été suivi par la Chambre nationale du contentieux administratif fédéral. Dans son arrêt du 28 novembre 2003, *Robasto, Jorge Enrique c. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos*, la juridiction fait directement référence à la décision de la Cour suprême de justice pour décider de prendre en compte la période au cours de laquelle le requérant se trouvait sous le régime de la liberté surveillée en vue de calculer son indemnisation, période qui n'avait pas été prise en compte par le Ministre de la justice et des droits humains³⁸.

46 C'est dans le cadre de cette loi que la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a été appelée à se prononcer dans l'affaire *Almeida vs. Argentine*, qui lui a été déférée par la Commission. Le 4 juin 1978, Monsieur Rufino Jorge Almeida avait été emmené par les Forces armées et de sécurité argentine aux côtés de son épouse, Madame Claudia Graciela Estevez dans un centre de détention clandestin nommé « *El Banco* », dans lequel ils resteront cinquante-quatre jours et seront torturés. Le 27 juin 1978, ils quittent le centre de détention mais ils sont placés sous le régime de la liberté surveillée *de facto*³⁹ jusqu'en avril 1983. Suite à l'adoption de la loi du 27 novembre 1991, Monsieur Almeida introduit une demande auprès du Ministère de l'intérieur, en 1995, afin d'obtenir une indemnisation. Par une décision du 3 octobre 1996, une indemnisation lui est octroyée au titre de sa détention au sein du centre « *El Banco* », mais celle-ci ne prend pas en compte le fait qu'il a été placé sous le régime de la liberté surveillée *de facto*. Insatisfait de cette décision, Monsieur Almeida décide de la contester à plusieurs reprises. Ses recours sont néanmoins tous rejetés, malgré l'évolution jurisprudentielle précitée. Madame Estevez obtiendra, en revanche, en 2014, une indemnisation au titre de la liberté surveillée *de facto*.

47 S'estimant lésé dans ses droits au regard des décisions rendues par les juridictions internes, Monsieur Almeida décide de porter ce litige devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Celle-ci condamne l'Etat argentin, ce dernier ayant d'ailleurs pleinement reconnu sa responsabilité⁴⁰. Pour ce faire, la Cour a tout d'abord estimé que le principe d'égalité devant la loi inscrit à l'article 24 de la Convention avait été violé. En effet, Monsieur Almeida, qui se trouvait dans une situation identique à celle de son épouse, Madame Estevez, n'a pas obtenu d'indemnisation au titre de son placement sous le régime de la liberté surveillée *de facto*, contrairement à elle, au regard de l'évolution jurisprudentielle. La Cour estime que le requérant a donc fait l'objet d'un traitement différencié injustifié⁴¹. De plus, en vertu de la reconnaissance par l'Etat de sa responsabilité, la Cour précise que le requérant n'a pas bénéficié d'un recours effectif lui permettant de se prévaloir de la nouvelle interprétation de la loi n° 24.043 de 1991 développée dans les arrêts *Noro* et *Robasto*. Les recours qu'il a exercés ne lui ont en effet

pas permis de mettre fin à l'inégalité dont il faisait l'objet. L'Etat argentin a donc violé les articles 8.1, 24 et 25.1 de la Convention.

48 Bien que la Commission ait sollicité, de la part de l'Etat, l'ouverture d'une nouvelle procédure permettant au requérant de déposer une demande d'indemnisation, la Cour enjoint de lui octroyer directement une somme d'argent, Monsieur Almeida ayant déposé son recours il y a plus de vingt-cinq ans et ayant essayé de faire à plusieurs reprises valoir ses droits⁴². La juridiction internationale, en revanche, ne demande pas à l'Etat de modifier son droit interne, relevant les évolutions jurisprudentielles qui permettent de réparer pleinement les préjudices résultant de la dictature militaire⁴³. Toutefois, elle sollicite de sa part la très large diffusion de la décision concernée afin que des personnes se trouvant dans la même situation que Monsieur Almeida puissent se manifester, bénéficier d'un nouvel examen de leur situation et obtenir une indemnisation⁴⁴.

49 Cette décision s'inscrit dans une volonté continue de la Commission et la Cour interaméricaine des droits de l'Homme de lutter contre les dictatures militaires. Dès 1960, la Commission a réalisé plusieurs visites dans les Etats soumis à des dictatures et rédigé de nombreux rapports circonstanciés. En 1980, à l'occasion de sa visite en Argentine, de multiples violations systématiques et massives des droits de l'Homme ont été mises en lumière par la Commission. Cette publication a eu un tel retentissement dans la société argentine qu'elle a constitué l'un des éléments ayant contribué à la chute de la dictature⁴⁵. Par la suite, la Cour s'est montrée particulièrement attachée à la lutte contre l'impunité, comme l'a montré sa fameuse décision du 14 mars 2001, *Barrios Altos vs. Pérou*⁴⁶. Dans certains Etats, comme en Argentine, au Pérou ou encore au Guatemala, où des lois d'autoamnistie étaient entrées en vigueur afin de faire obstacle aux poursuites des auteurs de violations graves des droits de l'Homme, la Cour interaméricaine a considéré que ces dispositions étaient contraires à la Convention de San José⁴⁷. Presque vingt ans plus tard, la Cour n'a pas perdu de vue cet objectif. Dans l'arrêt étudié de 2020, elle précise que l'existence de mesures telles que celles adoptées par l'Argentine est fondamentale dans la mesure où elle montre la volonté de l'Etat de s'engager « au sein d'un processus collectif de réparation et de paix sociale »⁴⁸. Elle cite également expressément des instruments internationaux qui reconnaissent aux victimes de violations des droits de l'Homme le droit à obtenir réparation, en insistant sur l'importance de cette question. Le combat contre l'impunité et pour l'indemnisation des victimes des différentes dictatures militaires latino-américaines n'est donc pas terminé. La Cour interaméricaine semble déterminée à le remporter.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Le Venezuela, qui faisait partie du système interaméricain des droits de l'Homme depuis 1977, s'en est retiré le 10 septembre 2013. Or, les cas d'espèce étant antérieurs au retrait de l'État, la Cour peut évidemment se prononcer sur le fondement de l'article 78.2 de la Convention.
2. Organe militaire rattaché à la Force Armée Nationale du Venezuela (Cour IDH, *Affaire Olivarez Muños y otros vs Venezuela*, § 44).
3. *Ibid.*, § 23.
4. Cour IDH, *Affaire Olivarez Muños y otros vs Venezuela*, §§113 et 114, *seriec_415_esp.pdf* (corteidh.or.cr).
5. Cour IDH, *Affaire Olivarez Muños y otros vs Venezuela*, § 107.
6. *Ibid.*, § 111.
7. *Ibid.*, § 132.
8. Cour IDH, *Affaire Olivarez Muños y otros vs Venezuela*, § 138.
9. *Ibid.*, §§ 140 et 141.
10. *Ibid.*, § 172.
11. *Caso de los "Niños de la Calle" (Villagrán Morales y otros) vs Guatemala*. Fondo. Sentencia de 19 de noviembre de 1999. Serie C No. 63, párr. 194 Microsoft Word - *Seriec_63_esp.doc* (corteidh.or.cr) ; *Caso Guzmán Albarracín y otras Vs. Ecuador*. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 24 de junio de 2020. Serie C No. 405, párr. 114 *seriec_405_esp.pdf* (corteidh.or.cr).
12. Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants, § 31.
13. *Caso Bulacio vs Argentina*. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 18 de septiembre de 2003. Serie C No. 100, parrrs. 126 y 138. *seriec_100_esp.pdf* (corteidh.or.cr).
14. *Caso Hilaire, Constantine y Benjamin y otros vs Trinidad y Tobago*. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 21 de junio de 2002. Serie C No. 94, párr. 145, *Seriec_94_esp* (corteidh.or.cr) y *Caso Noguera y otra Vs. Paraguay*, párr. 83 *seriec_401_esp.pdf* (corteidh.or.cr) ; *Caso de los Empleados de la Fábrica de Fuegos de Santo Antônio de Jesus Vs. Brasil*, párr. 222. *seriec_407_esp.pdf* (corteidh.or.cr).
15. Opinion séparée du juge et ancien Président de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme Eduardo Ferrer Mac-Gregor Poisot : « *L'affaire Martínez Esquivia vs Colombie [...] constitue un apport fondamental de la jurisprudence interaméricaine relative à l'indépendance des fonctionnaires chargés de l'administration de la justice. En effet, c'est la première fois que la Cour interaméricaine des droits de l'Homme [...] se prononce expressément sur les standards relatifs à l'indépendance judiciaire applicables aux Procureurs, en prenant en compte la nature des fonctions qu'ils exercent* » (§ 1).
16. Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, § 101, https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_412_esp.pdf.
17. L'État colombien soulevait en effet deux exceptions préliminaires : d'une part, le non-épuisement des voies de recours internes. Après avoir rappelé cette règle, contenue à l'article 46.1.a) de la Convention, la Cour précise qu'en vertu de l'article 46.2, les recours doivent non seulement exister formellement, mais doivent également pouvoir être exercés, effectifs, comme ce que considère la Cour européenne des droits de l'Homme. Elle a finalement rejeté cette exception, considérant que l'État colombien y avait renoncé. D'autre part, l'État invoquait la « quatrième instance » internationale, que la Cour a également rejetée, au motif que la Commission ne lui avait pas demandé d'intervenir en tant qu'instance de contrôle des décisions adoptées par les juridictions internes, mais pour évaluer le respect des droits contenus dans la Convention (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, §§ 16 à 34).
18. La Commission insiste également sur ce point dans son rapport, puisqu'elle précise la chose suivante : « *le principe de l'indépendance judiciaire est « une exigence inhérente à un système*

démocratique et constitue un prérequis fondamental à la protection des droits de l'Homme ». Ce principe fait partie du droit au procès équitable consacré à l'article 8.1 de la Convention » (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, § 73).

19. Il est intéressant de constater que la Cour interaméricaine des droits de l'Homme cite expressément des organisations internationales à l'image de l'Organisation des Nations Unies, mais également ses homologues, en particulier la Cour européenne des droits de l'Homme et le système africain afin d'appuyer son propos, traduisant une certaine cohérence et coopération entre les Cours (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, §§ 89 à 93).

20. Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, § 88.

21. *Ibid.*, § 96.

22. La *Fiscalía General de la Nación*, partie intégrante du pouvoir judiciaire dont l'indépendance est garantie par son autonomie budgétaire et administrative, a été créée par la Constitution colombienne de 1991 (article 116). Au sein de cette institution, trois types de fonctionnaires existent, dont ceux nommés à un poste pour une durée déterminée. Ces fonctionnaires sont désignés lorsqu'un poste est vacant, le temps qu'il soit pourvu par une personne ayant obtenu le concours. Il s'agit, en quelque sorte, d'une nomination transitoire. De telles nominations permettent de garantir le bon fonctionnement du service public de la justice. La désignation des Procureurs vacataires est discrétionnaire, et les conditions de cessation de leurs fonctions ne sont pas expressément mentionnées par la loi. Ils bénéficient, en effet, d'une inamovibilité relative. Toutefois, leur révocation doit obéir à l'une des trois conditions : soit le terme du contrat, soit la prise de fonction d'une personne ayant obtenu le concours, soit pour des raisons de bon fonctionnement du service (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, §§ 49 à 55).

23. Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, § 97.

24. *Ibid.*, § 99.

25. *Ibid.*, §§ 105 et 106. La Cour s'était déjà prononcée sur la nécessité d'encadrer l'action de l'Administration (*Caso Baena Ricardo y otros Vs. Panamá*. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 2 de febrero de 2001. Serie C No. 72, párr. 126, https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/Seriec_72_esp.pdf).

26. En rejetant le caractère disciplinaire de la révocation, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme se désolidarise de la proposition faite par la Commission, qui estimait que cette procédure pouvait être assimilée à une sanction disciplinaire qui enfreint l'obligation de motivation, les droits de la défense et le principe de légalité (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, §§ 75 et 108).

27. La Cour constate en effet que le poste de la requérante a été pourvu par l'organisation d'un concours en septembre 2007 seulement, soit trois ans après la cessation de ses fonctions (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, § 61).

28. En effet, comme le précise Jorge Iván Rincón Córdoba, un débat a eu lieu au sein même de la juridiction administrative jusqu'en 2003 sur le fait de savoir s'il était nécessaire, ou non, de motiver un acte administratif de cessation des fonctions d'un Procureur vacataire, les chambres du Conseil d'État ne parvenant à se mettre d'accord. Comme le souligne la Cour constitutionnelle colombienne, en 2003, le Conseil d'État a unifié sa jurisprudence, considérant qu'un tel acte ne devait pas être motivé dans la mesure où ces Procureurs ne disposaient pas de l'inamovibilité en raison de leur statut, refusant donc de l'annuler sur le fondement du défaut de motivation. Suite à l'adoption de la loi de 2004, la juridiction administrative a opéré un revirement de jurisprudence en 2007 afin de rejoindre la position de la Cour constitutionnelle exigeant d'ores et déjà la motivation des décisions de révocation des fonctionnaires vacataires (Cour IDH, *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*, §§ 136 et 137).

29. La Cour précise que le litige ne posait pas de difficultés particulières. De plus, ce retard ne peut être imputé à la requérante qui a accompli l'ensemble des actes nécessaires à l'instance. L'engorgement du prétoire du Tribunal Supérieur de Carthagène s'avère être seul responsable de

ce délai déraisonnable de jugement, ce qui ne peut constituer une justification valable (Cour IDH. *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*. §§142 à 145).

30. Les Procureurs vacataires bénéficient d'une inamovibilité relative, contrairement aux Procureurs de carrière qui sont recrutés par concours. Au moment des faits, ce qui semble être toujours le cas, leur révocation n'était régie par aucune norme, seul le Conseil d'État s'étant prononcé sur cette question. La source des violations des garanties judiciaires et des droits politiques se situe donc dans le défaut de législation et dans la jurisprudence du Conseil d'État. Or, conformément à l'article 2 de la Convention, les États parties doivent s'engager à adopter des mesures de droit interne pour que les droits et libertés contenus dans la Convention soient pleinement effectifs (Cour IDH. *Affaire Martínez Esquivia vs Colombia*. §§119, 162 et 163).

31. Recours en réexamen (« *Recurso de reconsideración* »); recours d'amparo (« *Acción de amparo* »); recours en appel (« *Recurso de apelación* ») et saisine du Conseil constitutionnel (« *Recurso de agravio constitucional* »).

32. Martine Déotte, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie* [En ligne], 12 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2004, consulté le 5 avril 2021 (<https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/153>).

33. Thierry Oberlé, « Dictature argentine : un procès pour les victimes françaises », *le Figaro*, 9 décembre 2009 (<https://www.lefigaro.fr/international/2009/12/09/01003-20091209ARTFIG00055-dictature-argentine-un-proces-pour-les-victimes-francaises-.php>).

34. « Quand l'Argentine sombra dans la dictature des généraux », *L'humanité*, 25 mars 2016 (<https://www.humanite.fr/quand-largentine-sombra-dans-la-dictature-des-generaux-602982>).

35. Comisión IDH, Informe No. 1/93 sobre solución amistosa respecto de los casos 10.288, 10.310, 10.436, 10.496, 10.631 y 10.771 de 3 de marzo de 1993.

36. Cour IDH. *Affaire Almeida vs Argentine*. §31, https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_416_esp.pdf

37. Cour IDH. *Affaire Almeida vs Argentine*. §49.

38. *Ibid.*, § 40.

39. Le requérant et son épouse ont en effet été placés sous la surveillance du père de Monsieur Almeida et recevaient des visites de la part d'agents travaillant dans le centre de détention. Leur a également été attribué un numéro de téléphone afin de les appeler pour les contrôler n'importe quand (Cour IDH. *Almeida vs Argentine*. §34).

40. Cour IDH. *Almeida vs Argentine*. §14 et 22.

41. Cour IDH. *Affaire Almeida vs Argentine*. §52.

42. *Ibid.*, § 62.

43. *Ibid.*, §§ 70 et 71.

44. *Ibid.*, § 68.

45. Santiago A. Canton, « La experiencia de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en materia de derechos políticos y democracia », *Revista IIDH*, 2005, Vol.42 (<https://www.corteidh.or.cr/tablas/R06749-3.pdf>).

46. *Caso Barrios Altos Vs. Perú*. Fondo. Sentencia de 14 de marzo de 2001 (https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/Seriec_75_esp.pdf).

47. Laurence Burgorgue-Larsen, *Les nouvelles tendances dans la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme*, *Cursos de Derecho Internacional y Relaciones y Internacionales de Vitoria-Gasteiz 2008*, Universidad del País Vasco, Bilbao, 2009, pp. 149-180 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01744225/document>).

48. Cour IDH, *Affaire Almeida vs Argentine*, § 48.

ABSTRACTS

La Cour interaméricaine des droits de l'Homme assure le respect de la Convention américaine relative aux droits de l'homme depuis maintenant plus de quarante ans. Cette juridiction internationale s'inscrit dans le temps et, à l'image de la Cour européenne des droits de l'Homme en Europe, est devenue une référence en Amérique Latine mais également à l'international.

Au cours de l'année 2020, la Cour a non seulement dû faire face au retard accumulé en matière de protection des droits de l'homme, mais également aux effets désastreux causés par la pandémie de COVID-19. En effet, les conditions de détention des personnes privées de liberté n'ont cessé de se détériorer et demeurent un important défi à relever pour la Cour. Elle s'est aussi donné pour mission de renforcer l'indépendance de la justice, en octroyant aux procureurs vacataires une protection analogue à celle accordée aux procureurs de carrière. Enfin, cette session marque une nouvelle fois la détermination de la Cour de lutter contre l'impunité et de réparer les dommages causés par les dictatures militaires latino-américaines, indemnisations indispensables pour une paix durable.

Dans le rapport annuel pour l'année 2020, la présidente de la Cour rappelle : « l'importance de maintenir un système de droits des êtres humains forts, indépendants et autonomes ».

AUTHORS

ALBA AUGIER

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre

MARIE FUERTE

Étudiante du Master 2 Systèmes juridiques et droits de l'Homme, Université Paris Nanterre